

Huile et pétrole

Une voix: Que savez-vous de Duplessis?

M. Clark (Rocky Mountain): Cette opinion est fort contestable, mais elle est imposée au pays. Le député désire-t-il se renseigner sur M. Duplessis?

Une voix: Oui.

M. Clark (Rocky Mountain): Il devrait consulter le spécialiste de la maison, le premier ministre, à son retour. Je le répète, la crainte du fédéralisme qu'éprouve le premier ministre est très contestable. Elle est évidente dans ce bill et elle est imposée à la Chambre et au pays. Certains Canadiens—un très petit nombre, j'espère—soupçonnent le premier ministre de suivre un plan bien établi pour transformer le Canada en pays socialiste ou quelque autre chose d'exotique. Je ne le crois pas du tout. Cependant, j'ai l'impression que le premier ministre agit d'une manière beaucoup mieux calculée qu'il ne semble et que l'offensive contre les provinces pétrolières ne doit pas être considérée comme un incident isolé ou bizarre.

La prochaine offensive pourrait très bien être dirigée contre d'autres provinces, dans d'autres domaines. Dans ce cas, certaines d'entre elles seraient naturellement tentées de riposter, tout comme l'Alberta et la Saskatchewan actuellement. On pourrait alors en arriver à ce que les deux paliers gouvernementaux gaspillent leurs énergies à se battre entre eux. Ils ont beaucoup de raisons de se battre, car il existe beaucoup de domaines, très éloignés des ressources naturelles, où les deux juridictions chevauchent et où il pourrait y avoir de graves conflits. La liste est longue: l'agriculture, les pêches, l'éducation, l'environnement, les droits des autochtones, et le reste. Une telle ambiance, dominée par les querelles et la mauvaise volonté, sera néfaste pour nous tous, car elle nous détournera des problèmes de fond et incitera un nombre croissant de gens et de régions à mettre en doute le bien-fondé de la confédération.

Nous devrions nous rappeler, monsieur l'Orateur, et il est important que nous nous le rappellions, que si le fédéralisme coopératif est une voie à deux sens, le fédéralisme non coopératif l'est aussi. S'il devient de mise d'être dur et impitoyable, nous finirons presque par immobiliser le pays; d'ailleurs, la querelle au sujet du pétrole n'a-t-elle pas déjà commencé à immobiliser l'industrie pétrolière? Mais devant l'aggravation du conflit entre les divers niveaux de gouvernement, on aurait tort de se concentrer sur le pétrole. Car si l'offensive du gouvernement fédéral s'étend au-delà des ressources—et il y a une foule de domaines où les ministres qui le veulent peuvent justifier leur intervention aussi bien, ou aussi mal, que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources—les victimes ne seront pas les grosses sociétés pétrolières, qui peuvent trouver ailleurs à l'étranger d'autres gisements à exploiter. Les victimes, ce seront les Canadiens qui profitent de la collaboration entre les gouvernements et souffrent du manque de collaboration. Ce seront entre autres, par exemple, les Métis, qui ne savent plus de quelle autorité ils relèvent et risquent de rester dans l'oubli si l'État fédéral et les provinces décident de rivaliser au lieu de collaborer. Une telle attitude peut nuire à la télévision éducative et être préjudiciable aux accords sur le tarif-marchandises et à la politique des transports.

Le présent bill crée un précédent: il constitue une tentative du gouvernement fédéral de s'immiscer dans les affaires d'une province sans raison valable—ou peut-être seulement pour des raisons fondées sur l'image apeurée que se fait le premier ministre du fédéralisme et qu'illustre le

[M. Clark (Rocky Mountain).]

gouvernement. Les députés de l'autre côté qui se soucient d'assurer la bonne marche du pays devraient s'inquiéter du précédent que, avec certaines réserves, renferme manifestement ce bill.

M. Peter C. Bawden (Calgary-Sud): Monsieur l'Orateur, je crois qu'avant d'étudier la question de l'énergie au Canada il faut d'abord, si nous devons en arriver à des conclusions, examiner la situation mondiale. A court et à moyen termes, il faudra répondre à l'accroissement de la demande mondiale d'énergie surtout à partir du pétrole et du gaz. Toute étude de l'évolution des marchés internationaux de l'énergie depuis un an ferait ressortir presque uniquement cette source, une des denrées les plus précieuses. En effet, le pétrole est considéré comme aussi important par la collectivité mondiale que le pouvoir militaire. On peut facilement comprendre pourquoi.

Les pays exportateurs de pétrole auront touché environ 100 milliards de dollars cette année, et le total de l'année prochaine pourrait dépasser ce chiffre d'un bon 10 p. 100. On estime qu'à la fin de la présente décennie les pays exportateurs de l'OPEP pourraient disposer d'un surplus d'or, de dollars, de livres, de marks, de francs ou autres devises étrangères s'élevant à 650 milliards de dollars; en comparaison, les réserves actuelles des États-Unis sont de 15 milliards de dollars. Ce gigantesque transfert de capitaux constitue actuellement le plus grand problème auquel le monde ait jamais fait face et impose des tensions presque insupportables sur le système monétaire international.

Pendant que nombre des pays producteurs de pétrole amassent des richesses, la plupart des pays sous-développés du monde sont voués à un appauvrissement toujours plus grand avec peu de chance de s'en sortir. Monsieur l'Orateur, la question primordiale de l'établissement du prix du pétrole fait actuellement l'objet de discussions internationales très serrées, et l'action de M. Kissinger vise à adoucir la position qu'a prise jusqu'ici le groupe des pays de l'OPEP. Les prix étrangers pour le pétrole seront influencés non seulement par l'équilibre mondial de l'offre et de la demande, mais de plus en plus par les politiques des grands pays exportateurs concernant l'accroissement de leurs productivité et leur volonté de produire, et par leurs relations entre eux.

Toute la question des prix du pétrole à court terme et à long terme comporte plusieurs grands facteurs clés. Ils touchent directement le Canada ainsi que d'autres consommateurs mondiaux. Le plus important pourrait très bien être le taux d'accroissement de la demande de pétrole, qui est actuellement influencé par le prix élevé dans la plupart des pays. Ce taux reflétera aussi, et probablement de plus en plus, les efforts toujours croissants des pays consommateurs qui cherchent à établir des programmes de conservation et même de rationnement. La France a été un des premiers pays développés à agir; elle a établi une limite d'environ 10 milliards de dollars sur le montant qu'elle consacrerait au pétrole importé l'année prochaine. Cela représentera une diminution de volume de 10 p. 100 au prix d'aujourd'hui; il faudra de rigoureuses mesures de conservation pour respecter cette limite.

● (1640)

Un pays se détache de tous les pays producteurs de pétrole du monde—l'Arabie séoudite—en raison de son potentiel immense. Toute initiative que ce pays pourrait prendre soit pour développer ses ressources considérables, soit pour accroître sa capacité de production, ou encore pour contenir sa production ou ajuster ses prix, pourrait orienter l'action des pays producteurs ainsi que des pays